

Ce questionnaire est un document confidentiel.

Il permettra à AIG de vous faire parvenir un projet d'assurance spécifiquement adapté au profil de votre société. La signature de ce Questionnaire – Proposition n'engage pas la Société Proposante à souscrire un contrat d'assurance.

Le questionnaire doit être **accompagné des derniers comptes consolidés parus**, ou, à défaut, **des derniers comptes parus (bilan et compte de résultat) de la Société Proposante et de chaque Filiale, de leurs annexes et du rapport de gestion du dernier exercice.**

Informations générales

1 – Dénomination, forme juridique et siège social de la Société Proposante

--

2 – Dernier chiffre d'affaires annuel consolidé de la Société Proposante et de ses Filiales ¹

--

3 – Effectif total consolidé de la Société Proposante et de ses Filiales à la date de clôture du dernier exercice (N) :

Année N
Année N-1
Année N-2

4 – La Société Proposante ou ses Filiales exercent-elles, même à titre accessoire, l'une des activités suivantes ?

- | | | |
|--|---|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> Agent immobilier | <input type="checkbox"/> Travail Temporaire | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Cabinet de Recrutement | <input type="checkbox"/> SSI (Société de services d'ingénierie informatique) | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Telecom | <input type="checkbox"/> Sécurité privée, gardiennage | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Laboratoire pharmaceutique | <input type="checkbox"/> Etablissement hospitalier, de soins, clinique privée | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Transport routier | <input type="checkbox"/> Biotechnologie | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Club de sport professionnel | <input type="checkbox"/> Portage salarial | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Institutions Financières ² | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

5 – La Société Proposante et/ou l'une de ses Filiales emploient-elles des agents de la fonction publique ?

OUI

NON

Si oui, nous vous invitons à compléter le questionnaire proposition Employeur public afin que nous puissions vous communiquer une offre adaptée au profil de la Société Proposante.

6 – La Société Proposante et/ou l'une de ses Filiales sont-elles cotées en bourse ?

OUI

NON

Si oui, quelle est la date de première introduction ?

...../...../..... (jj/mm/aaaa)

¹ Filiale : toute entité détenue directement ou indirectement à plus de 50% de droits de vote, ou dans laquelle la Société Proposante nomme la majorité des dirigeants de droits ou bénéficie d'un contrat de management par lequel la gestion de cette société lui est confiée.

² Institution Financière : Intermédiaire financier ou d'assurances, mutuelle, banque, compagnie d'assurance, gestionnaire d'actifs, conseiller en investissements financiers, société de capital-risque.

7 – Liste des actionnaires ou associés possédant 15% ou plus des droits de vote de la Société Proposante :

Compléter le tableau ci-dessous ou joindre une annexe

Actionnaires	% détenu (droits de vote)

8 – Répartition des effectifs de la Société Proposante et de ses Filiales y compris les Dirigeants³ selon le montant des rémunérations annuelles brutes :

Rémunération	En France	Hors de France
Inférieur à 30 000 € bruts annuels	%	%
Plus de 30 000 € bruts annuels	%	%
Plus de 50 000 € bruts annuels	%	%
Plus de 100 000 € bruts annuels	%	%
Plus de 350 000 € bruts annuels	%	%

9 – Répartition des effectifs de la Société Proposante et de ses Filiales y compris les Dirigeants selon l'ancienneté :

Ancienneté	En France
Inférieure à 2 ans	%
2 à 8 ans	%
8 à 15 ans	%
15 à 25 ans	%
Supérieure à 25 ans	%

Géographie et mouvement des effectifs

10 – Répartition géographique des effectifs de la Société Proposante et de ses Filiales :

Région	Nombre d'entités	Nombre d'employés
France		
Europe hors Royaume-Uni		
Royaume-Uni		
Etats-Unis d'Amérique ⁴		
Reste du monde		

³ Dirigeant : tout dirigeant de droit, notamment le gérant, le directeur général et les directeurs généraux délégués, le président de du Conseil d'administration, du directoire ou du conseil de surveillance (ci-après désigné « Dirigeant »).

⁴ Etats-Unis d'Amérique : les Etats-Unis d'Amérique, y compris leurs territoires et possessions (ci-après désignés « Etats-Unis d'Amérique »).

11 – Détails des licenciements et autres types de ruptures du contrat de travail survenus au cours des 12 derniers mois au sein de la Société Proposante et de ses Filiales :

Nature de la rupture	Dirigeants et cadres	Autres employés	Total
Licenciement économique			
Licenciement pour motif personnel			
Autres types de ruptures :			
Résiliation judiciaire du contrat de travail			
Rupture abusive aux torts de l'employeur			
Rupture conventionnelle du CDI			
Rupture anticipée du CDD			
Démission			
Autres			

12 – Dans le cadre d'une rupture (y compris licenciement et mise à la retraite anticipée), la Société Proposante et chacune de ses Filiales recourent-elles systématiquement :

- Au département « Ressources Humaines » ? OUI NON
 - A un conseil juridique extérieur ? OUI NON
 - A une autre personne ? OUI NON
- Merci de préciser :

13 – La Société Proposante a-t-elle une ou plusieurs Filiales immatriculées aux Etats-Unis d'Amérique ou envisage-t-elle de procéder à des créations et/ou acquisitions d'entités immatriculées aux Etats-Unis d'Amérique au cours des 12 prochains mois ?

OUI NON

Si oui, merci de compléter le point « Informations additionnelles concernant les Filiales situées aux Etats-Unis d'Amérique » du présent questionnaire proposition.

Fusions, Acquisitions, Restructurations

14 – La Société Proposante et/ou l'une de ses Filiales ont-elles procédé au cours des 12 derniers mois ou envisagent-elles de procéder au cours des 12 prochains mois, à des restructurations, fermetures de bureaux, d'usines ou de magasins ?

OUI NON

Si oui, merci de préciser (date et nature de l'opération, dénomination de(s) entité(s) concerné(es) par l'opération, nombre de poste(s) concerné(s) et supprimé(s) dans le cadre de l'opération...) :

15 – La Société Proposante et/ou l'une de ses Filiales ont-elles procédé à une fusion, une acquisition ou une prise de participation majoritaire dans une entité extérieure au cours des 12 derniers mois ou une telle opération est-elle prévue dans les 6 prochains mois ?

OUI NON

Si oui, merci de préciser (date et nature de l'opération, dénomination de(s) entité(s) concerné(es) par l'opération, effectif total de l'entité extérieure avant l'opération...) :

16 – La Société Proposante et/ou l'une de ses Filiales ont-elles procédé ou envisagent-elles de procéder à un audit social préalable de l'entité visée par l'opération de fusion, acquisition ou une prise de participation majoritaire ?

OUI

NON

Si oui, merci de préciser (conclusions, recommandations...) :

17 – La Société Proposante a-t-elle fait l'objet d'un LBO, ou de toute opération de même type, au cours des 5 dernières années ou une telle opération est-elle prévue dans les 6 prochains mois ?

OUI

NON

Si oui, merci de nous communiquer les informations complémentaires suivantes : l'actionnariat pré et post opération, le business plan, l'évolution de l'effectif et les mesures mises en place en terme de gestion des ressources humaines, la liste et la confirmation du respect des conventions à la date de leur dernière vérification.

18 – La Société Proposante a-t-elle fait l'objet d'un « spin off » ou de toute opération du même type au cours des 12 derniers mois ou une telle opération est-elle prévue dans les 6 prochains mois ?

OUI

NON

Si oui, merci de nous communiquer les informations complémentaires suivantes : l'actionnariat pré et post opération, le business plan, l'audit social préalable effectué dans le cadre de cette opération, l'évolution de l'effectif et les mesures mises en place en terme de gestion des ressources humaines.

Informations additionnelles concernant les Filiales situées aux Etats-Unis d'Amérique

Cocher cette case N/A en l'absence de Filiales aux Etats-Unis d'Amérique.

19 – Répartition géographique des effectifs des Filiales aux Etats-Unis d'Amérique :

	Employés Plein Temps		Employés Temps partiel	
	Syndiqués	Non syndiqués	Syndiqués	Non syndiqués
Californie				
Texas				
Floride				
Michigan				
District de Columbia				
New Jersey				
Porto Rico				
Autres Etats				

Si applicable, merci de joindre au présent questionnaire proposition le dernier formulaire EEO-1 remis à l'EEOC (« Equal Employment Opportunity Commission ») pour les 5 plus grandes Filiales de la Société Proposante immatriculées aux Etats-Unis d'Amérique.

20 – Les Filiales aux Etats-Unis d'Amérique ont-elles chacune un département « Ressources Humaines » ?

OUI

NON

Si oui, combien d'employés travaillent au total dans ces départements ?

La Société Proposante a-t-elle une « holding » consolidant l'intégralité des Filiales et un département « Ressources Humaines » dédié ?

OUI

NON

Si non, joindre un organigramme du groupe et préciser ci-dessous comment la fonction est remplie :

21 – Les Filiales aux Etats-Unis d'Amérique ont-elles chacune mise en place un règlement intérieur (Employee handbook)

OUI

NON

Si non, préciser pourquoi :

Si oui, ce règlement intérieur est-il accessible à chaque employé des Filiales ?

- En consultation ?
- Remis contre signature ?

OUI

NON

OUI

NON

22 – Les Filiales aux Etats-Unis d'Amérique ont-elles chacune mise en place un manuel, une charte ou un document de management en matière de gestion des ressources humaines et de droit social (« HR manual ») ?

OUI

NON

Ce document traite-t-il des sujets suivants :

- Discrimination
- Harcèlement sexuel
- Harcèlement moral
- Questionnaire écrit d'embauche
- Procédure disciplinaire à l'égard des employés
- Rupture du contrat de travail, licenciement, départ à la retraite anticipée
- Traitement confidentiel d'examens médicaux ou de données personnelles
- Entretien annuel d'évaluation des employés

Les cadres de direction et responsables d'équipe ont-ils tous reçu ce document ?

OUI

NON

Si non, à l'une des questions ci-dessus, merci de donner les détails :

Les cadres de direction et responsables d'équipe de la Société Proposante et de ses Filiales ont-ils été spécifiquement formés à la prévention du harcèlement et de la discrimination ?

OUI

NON

Les formations suivantes existent-elles au sein des filiales basées en Californie ?

- Au moins deux heures de formation sur la prévention du harcèlement sexuel à tous les dirigeants, managers et employés de supervision, tous les deux ans
- Au moins une heure de formation sur la prévention du harcèlement sexuel à tous les employés en Californie tous les deux ans

OUI

NON

OUI

NON

Assurances

23 – La Société Proposante et/ou l'une de ses Filiales sont-elles déjà assurées par une police d'assurance couvrant les conséquences pécuniaires d'une Réclamation liée à l'emploi⁵ ?

OUI

NON

24 – Si oui, merci de nous indiquer, en annexe, le nom des sociétés concernées, la territorialité, la limite de garantie, les franchises, la prime, ainsi que la date d'échéance de la police d'assurance.

Antécédents et circonstances

25 – La Société Proposante et/ou l'une de ses Filiales ont-elles connaissance de réclamations faites à leur encontre auprès du Défenseur des droits ou toute autre autorité équivalente à l'étranger ?

OUI

NON

Si oui, merci de préciser (ou joindre une annexe) :

26 – La Société Proposante ou l'une de ses Filiales, leurs Dirigeants, leurs employés ou les représentants dans les participations ont-ils fait l'objet d'une Réclamation liée à l'emploi amiable ou judiciaire au cours des 3 dernières années ?

OUI

NON

⁵ Réclamation liée à l'emploi : toute mise en cause écrite, amiable ou judiciaire de la responsabilité de l'assuré ainsi que toute enquête ou investigation pénale ou administrative menée à l'encontre d'un assuré (y compris toute enquête menée par le Défenseur des Droits ou l'EEOC), fondées sur ou ayant pour origine un licenciement abusif ou une rupture ou résiliation abusive du contrat de travail, une discrimination, un harcèlement ou un refus abusif d'emploi ou de promotion (ci-après désignée « Réclamation liée à l'emploi »).

Si oui, merci de compléter le tableau ci-après (ou joindre une annexe). Pour les réclamations judiciaires, merci de joindre une copie de l'assignation et/ou du jugement rendu pour chaque réclamant.

Date, lieu, identité, statut, et fonction du réclamant	Nature de la procédure (contentieuse ou amiable)	Fondement de la Réclamation (licenciement sans cause réelle et sérieuse, harcèlement, discrimination, résiliation judiciaire du contrat de travail, licenciement irrégulier...)	Montant des Dommages intérêts demandés	Montant des Dommages intérêts versés	Montant des frais d'avocats engagés	Etat de la procédure (close, prud'hommes, appel, cassation)

27 – La Société Proposante, ses Filiales et/ou leurs Dirigeants ont-ils connaissance de faits ou circonstances les concernant ou concernant leurs employés susceptibles de conduire à une Réclamation liée à l'emploi ?

OUI

NON

Si oui, merci de préciser l'identité, la fonction, la rémunération brute annuelle, l'ancienneté, le statut du réclamant et les détails sur les faits et circonstances :

L'assureur s'engage à respecter la confidentialité sur l'ensemble des informations communiquées et à ne les utiliser que dans le seul but de l'étude du risque pour la souscription d'un contrat d'assurance.

LE SIGNATAIRE DECLARE :

- QUE LES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES DANS CETTE ATTESTATION SONT EXACTS ET QU'IL N'A ALTERE, OMIS OU SUPPRIME AUCUN FAIT ;
- AVOIR ETE INFORME QUE TOUTE RETICENCE, OMISSION OU FAUSSE DECLARATION INTENTIONNELLE PEUT ENTRAINER LA NULLITE DU CONTRAT, SI CETTE RETICENCE OU FAUSSE DECLARATION CHANGE L'OBJET DU RISQUE OU EN DIMINUE L'OPINION POUR L'ASSUREUR (ARTICLE L. 113-8 DU CODE DES ASSURANCES) ;
- S'ENGAGER A DECLARER TOUTES CIRCONSTANCES NOUVELLES MODIFIANT LES DECLARATIONS FAITES DANS LA PRESENTE ATTESTATION ET QUI POURRAIENT SURVENIR :
 - ENTRE CE JOUR ET LA DATE DE RENOUELEMENT DU CONTRAT D'ASSURANCE, OU
 - POSTERIEUREMENT A LA DATE DE CE RENOUELEMENT.

Fait à :

Le (JJ/MM/AAAA) :

Représentant légal ou toute autre personne dûment habilitée à représenter la Société Proposante.

Nom :

Fonction :

Signature :

Cachet de la Société Proposante :

En qualité de responsable de traitement au titre du Règlement Européen 2016/679 sur la Protection des données à caractère personnel, l'**assureur** s'engage à protéger les données à caractère personnel de ses clients, assurés et partenaires conformément audit règlement. Les données à caractère personnel recueillies par l'**assureur** sont collectées aux fins de permettre (de manière automatisée ou non) la souscription ainsi que la gestion des contrats d'assurance et des sinistres. L'**assureur** peut également utiliser les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la prévention de la criminalité (en particulier en matière de lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent). L'**assureur** peut communiquer les données à caractère personnel aux sociétés de son groupe, à des prestataires de services ainsi qu'à d'autres tiers à ces mêmes fins. Les données à caractère personnel peuvent être transférées à l'étranger, y compris vers des pays qui ne font pas partie de l'Espace économique européen. Ces transferts sont encadrés par des garanties appropriées, notamment contractuelles, conformément à la réglementation européenne applicable. Les personnes concernées disposent de certains droits relatifs à leurs données à caractère personnel et en particulier des droits d'accès, de rectification, de limitation à l'utilisation, d'opposition, d'effacement ou de portabilité. Des informations complémentaires sur l'utilisation des données à caractère personnel par l'**assureur** et sur les droits des personnes concernées sont disponibles sur <http://www.aigassurance.fr/protection-des-donnees-personnelles>. Toute personne concernée peut exercer ses droits en écrivant à : AIG Service Conformité, Tour CB21 - 16 Place de l'Iris - 92040 Paris La Défense Cedex ou par e-mail à donneespersonnelles.fr@aig.com. Un exemplaire de la Politique de protection des données à caractère personnel de l'**assureur** peut être obtenu en écrivant comme indiqué ci-dessus. Toute personne concernée peut également s'opposer, par simple lettre envoyée comme indiqué ci-dessus, à ce que ses données à caractère personnel soient utilisées à des fins de prospection commerciale.